

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 50 (2025)

Faits saillants

- ❖ Singapour : 1er marché crypto du monde selon DL Research et Bybit
- ❖ Malaisie : Fitch maintient la note souveraine de la Malaisie à BBB+
- ❖ Philippines : l'indice PMI le plus bas depuis la pandémie au mois de novembre

LE CHIFFRE À RETENIR

7,4 %

Hausse des IDE au Vietnam
en g.a. sur 2025

Région

Lowy Institute : l'Asie du Sud-Est renforcée par la hausse de ses exportations vers les États-Unis

Selon une analyse du Lowy Institute publiée le 10 décembre la région tire parti des perturbations du commerce mondial, les exportations de l'ASEAN vers les États-Unis ayant augmenté de 23 % en g.a. en septembre, principalement grâce à la Thaïlande et au Vietnam. Cette progression s'explique par un différentiel tarifaire marqué : l'institut estime en effet que le taux effectif appliqué par Washington atteint 31 % pour la Chine, bien au-dessus de celui des l'ASEAN (hormis Birmanie et Laos), ce qui renforce la compétitivité des biens régionaux sur le marché américain. Malgré les inquiétudes initiales liées à un « second choc chinois » et au risque d'afflux de produits à bas prix, les exportations de l'ASEAN vers d'autres marchés continuent de croître, soutenues par l'accès élargi à des intrants venant de Chine aux prix plus compétitifs et par des investissements additionnels chinois également. La diversification des partenaires commerciaux, combinée au fort investissements directs issus des pays géopolitiquement relativement alignés sur les États-Unis, offre également aux pays de la région une capacité accrue à se présenter comme alternative dans les chaînes d'approvisionnement. Le Lowy Institute souligne que l'ouverture commerciale et la compétitivité

demeurent les principaux moteurs de la résilience régionale face aux tensions globales.

Montée en puissance dans l'adoption des cryptomonnaies

Selon le *Bybit 2025 World Crypto Ranking Report*, l'Asie du Sud-Est confirme sa position de région clé dans la finance numérique, avec trois économies figurant dans le top 20 mondial de l'adoption des cryptomonnaies. Singapour domine le classement grâce à sa clarté réglementaire et sa maturité institutionnelle, avec plus de 11 % de la population détenant des crypto-actifs et un écosystème attirant échanges et fintechs internationaux. Le Vietnam se positionne 9^e, avec près de 20 % de la population possédant des cryptos, une adoption de masse malgré des infrastructures limitées, centrée sur les transferts de fonds, l'épargne et la protection contre l'inflation. Les Philippines occupent la 17^e place, avec un usage orienté vers l'inclusion financière (transferts de fonds, paie) plutôt que l'investissement. La région combine hubs institutionnels et adoption populaire, contrastant avec les marchés traditionnels comme les États-Unis (#2), toujours leaders en volumes DeFi et adoption institutionnelle. Cette dynamique reflète la montée en puissance de l'Asie du Sud-Est dans l'économie numérique mondiale, soutenue par des politiques locales favorables et un usage transactionnel en expansion.

Progression du marché des véhicules électriques et montée en puissance des acteurs locaux

Le marché des véhicules électriques (VE) en Asie du Sud-Est connaît une expansion soutenue, avec près de 3 M de voitures vendues en 2024 dont environ 9 % électriques, en hausse de près de 50 % sur un an. La dynamique est portée par la montée en gamme des infrastructures et l'arrivée de modèles nationaux plus accessibles. En Malaisie, les VE ont représenté 4,3 % des immatriculations au premier semestre 2025 (plus de 16 000 unités), soutenus par le lancement du modèle de l'entreprise locale Proton e.MAS 7, tandis que l'Indonésie atteint près de 10 % malgré un réseau limité à 3 772 bornes publiques. À Singapour, la part de marché atteint 42 % au cours des huit premiers mois de 2025, appuyée sur 15 300 points de recharge. La compétitivité reste toutefois contrainte par le faible coût du carburant et par des tarifs élevés pour les charges rapides. La valeur du marché régional, estimée à 7,8 Md USD en 2024, pourrait atteindre 14,9 Md USD d'ici 2034, portée par la Thaïlande, le Vietnam et Singapour.

Indonésie

Les négociations commerciales entre les États-Unis et l'Indonésie sous tension mais toujours en cours

Les discussions en vue d'un accord commercial bilatéral progressent difficilement, après que la partie américaine a signalé un risque de

retour en arrière lié à un recul supposé sur plusieurs engagements pris en juillet, notamment la suppression de barrières non tarifaires et des dispositions relatives au commerce numérique. Les autorités indonésiennes contestent cette interprétation et qualifient les évolutions récentes de « dynamique normale » de négociation. L'accord-cadre initial prévoyait l'élimination de plus de 99 % des droits de douane sur les exportations américaines vers l'Indonésie, en contrepartie d'une réduction des tarifs appliqués aux produits indonésiens. Les discussions butent toutefois sur des clauses perçues comme sensibles au regard de la souveraineté économique et du cadre multilatéral de l'OMC. Malgré ces divergences, les deux équipes de négociation ont réaffirmé souhaiter parvenir rapidement à un compromis économiquement avantageux et équilibré pour les deux économies.

Malaisie

Fitch maintient la note souveraine de la Malaisie à BBB+

L'agence Fitch Ratings a confirmé le 9 décembre le maintien de la note souveraine de la Malaisie à BBB+, assortie d'une perspective stable. Elle s'appuie sur des prévisions de croissance estimées à 4,6 % en 2025, 4,0 % en 2026 et 4,2 % en 2027. L'investissement reste dynamique : les projets approuvés ont progressé de 13,2 % en g.a. sur les trois premiers trimestres de 2025. En outre, la solidité du marché du travail et les récentes revalorisations salariales devraient soutenir la consommation des ménages en 2026. Sur le plan budgétaire, Fitch anticipe une réduction du déficit à 3,8 % du PIB en 2025, puis 3,5 % en 2026, grâce à une meilleure collecte de la taxe sur les ventes et les services (SST) et à la diminution des subventions sur l'électricité et le diesel. L'agence souligne toutefois que la dette fédérale devrait rester à moyen-terme au-dessus de l'objectif légal de 60 % du PIB, tandis que les charges d'intérêt atteindraient 13,5 % des recettes publiques, contre une médiane de 9,2 % pour les pairs notés BBB. Fitch prévoit un excédent courant de 1 % à 2 % du PIB à moyen-terme, porté par une base exportatrice diversifiée et un secteur manufacturier compétitif. La dynamique positive des exportations en 2025, liée au cycle technologique mondial et aux commandes anticipées avant l'entrée en vigueur des droits de douane américains, devrait s'atténuer en 2026. Les nouveaux droits ciblant les semi-conducteurs, qui représentent 30% des exportations malaisiennes vers les Etats-Unis, constituent également un risque.

L'institut ISIS Malaysia propose au gouvernement des mesures pour consolider la filière des minerais critiques

Le think-tank ISIS Malaysia a présenté le 10 décembre un ensemble de recommandations visant à renforcer la filière nationale des minerais critiques, dans le cadre de son étude « From Mine to Magnet ». Bien que la Malaisie dispose de gisements importants et

abrite une unité de séparation dans l'Etat de Pahang (Lynas), le développement du secteur reste limité par une gouvernance fragmentée entre autorités fédérales et Etats, un manque d'intégration en amont et un tissu industriel en aval sous-développé. Selon les autorités malaisiennes, une filière pleinement intégrée pourrait générer jusqu'à 22,3 Md USD de contribution cumulée au PIB et 97 000 emplois d'ici 2050. Pour lever ces obstacles, le think-tank recommande de créer une architecture de gouvernance unifiée, en renforçant le rôle institutionnel du groupe de travail national sur les terres rares, afin d'aligner les priorités fédérales, étatiques et industrielles. Il préconise également de réviser le cadre d'octroi des licences des raffineries, pour offrir sécurité juridique, transparence et prévisibilité aux investisseurs, et ainsi favoriser le développement en aval. ISIS Malaysia insiste enfin sur l'importance d'intégrer des standards de durabilité exigeants, incluant traçabilité des métaux, gestion circulaire des résidus et consentement des communautés locales.

Le taux de chômage stable à 3,0% en octobre 2025

Selon le Département des statistiques de Malaisie (DOSM), le taux de chômage est resté stable à 3,0 % au mois d'octobre 2025, pour son sixième mois consécutif, avec 518 900 personnes sans emploi. La population active a augmenté de 0,2 % en g.a. pour atteindre 17,1 M de personnes. Le taux de participation au marché au travail s'est pour sa part maintenu à 70,9 %. 74,8 % des personnes employées appartenaient à la catégorie des salariés (en hausse de 0,1%), tandis que le nombre de travailleurs indépendants a progressé de 0,4 %.

L'emploi dans le secteur des services a continué de croître, soutenu notamment par l'hébergement, la restauration ainsi que les activités d'information et de communication. Si les secteurs de l'agriculture et de la construction ont également enregistré des hausses, l'emploi dans le secteur minier a diminué.

Singapour

Temasek et GIC réforment leurs portefeuilles face à des rendements modérés

Les deux principaux fonds souverains de Singapour, Temasek et GIC, affichent des performances annuelles moyennes de l'ordre de 5 % sur dix ans en USD, inférieures à celles de la plupart de leurs pairs mondiaux, malgré leur rôle central dans le financement de l'État (environ 20 % du budget). Temasek, qui gère 434 Mds SGD (330 Md USD), a restructuré son organisation en trois entités pour améliorer la responsabilité des gestionnaires d'après le Financial Times, réduit sa part d'actifs chinois de 29 % en 2020 à 18 % en 2025, et recentré ses investissements sur des sociétés américaines et européennes stratégiques. GIC, évalué à 936 Md USD, a procédé à un changement de ses principaux directeurs des investissements, et renforce sa présence au Japon. Si sa stratégie est par nature prudente, GIC sous-performance également son portefeuille de référence sur 5 ans. Ces

ajustements interviennent dans un contexte de volatilité accrue des marchés, alimentée par les tensions géopolitiques, l'inflation et l'essor de l'intelligence artificielle, alors que la capacité des fonds à générer des rendements solides reste cruciale pour soutenir la stabilité budgétaire et répondre aux besoins d'une population vieillissante.

Vietnam

Nouveau record pour les échanges commerciaux du Vietnam

Selon le National Statistics Office (NSO), les échanges commerciaux du Vietnam ont atteint 839,8 Md USD au cours des 11 premiers mois de 2025, établissant ainsi un nouveau record et dépassant le précédent record de 2024 de 786,3 Md USD. Bien qu'une contraction ait été observée au mois de novembre par rapport à octobre : -7,1 % pour les exportations et -3,7 % pour les importations, la tendance générale sur les 11 mois demeure fortement positive. Sur cette période, les exportations ont progressé de 16,1 % totalisant 430,1 Md USD, tandis que les importations ont augmenté de 18,4 %, atteignant 409,6 Md USD. Le solde commercial reste excédentaire, avec un surplus estimé à 20,5 Md USD. Au cours des 11 derniers mois, les principaux clients du Vietnam demeurent : les Etats-Unis (138,6 Md USD, +27,2% en g.a.), la Chine (63,2 Md USD, +14,5 %), l'Union européenne (51 Md USD, +7,9 %), l'ASEAN (35 Md USD, +3 %), la Corée du Sud (26 Md USD, + 11,5 %) et le Japon (24 Md USD, +8,6 %). La Chine reste le 1^{er} fournisseur du Vietnam (167 Md USD, +28,2 % en g.a.), suivie par la Corée du Sud (54,4 Md USD, +6,3 %), l'ASEAN (47,4 Md USD, +11,7 %), le Japon (22,4 Md USD, +14,1%), les Etats-Unis (17 Md USD, +25,2 %) et l'UE (15,6 Md USD, +2,5 %).

Record des IDE décaissés en cinq ans

Selon le NSO, les flux d'investissement direct étranger vers le Vietnam ont connu un net regain au cours des 11 premiers mois de 2025. Entre janvier et novembre, le montant total des IDE enregistrés a atteint 33,7 Md USD, soit une hausse de 7,4 % en glissement annuel. A noter que ce nombre comprend les investissements dans les nouveaux projets, l'augmentation des montants sur des projets déjà existants et les prises de participation. Si les investissements dans les projets existants et les prises de participations ont respectivement augmenté de 17% et 50,7% (atteignant 11,62 Md USD et 6,12 Md USD), les investissements dans les nouveaux projets ont connu une baisse de 8,2 % en g.a (15,95 Md USD). La Chine (Hong Kong compris) demeure le 1^{er} investisseur étranger avec 5 Md USD (31,7 % du total des investissements dans les nouveaux projets), suivie par Singapour (4,3 Md USD ; 26,9 %), le Japon (1,6 Md USD, 10 %) et la Suède (1 Md USD, 6,3 %). Les IDE décaissés, quant à eux, ont atteint 23,6 Md USD (+8,9 % en g.a), soit le chiffre le plus élevé sur les 11 premiers mois depuis 5 ans.

L'Assemblée nationale vote une résolution pour accélérer les projets énergétiques

Le 11 décembre dernier, l'Assemblée nationale a approuvé le texte de Résolution concernant les mécanismes et politiques de développement de l'énergie nationale pour la période 2026-2030. Proposé par le ministère de l'Industrie et du Commerce (MoIT), ce projet fait suite à la résolution no. 70 du Politburo sur la sécurité énergétique. Celle-ci dressait un état des lieux des difficultés du secteur (production insuffisante et réseau obsolète), de leurs causes (institutions inadéquates, potentiel inexploité, ressources humaines insuffisantes, retard des projets et dans la mise en place de mécanismes de marché) et des solutions envisagées (renforcement de la gouvernance, amélioration de la réglementation et des outils de financement) afin d'y remédier. Parmi les mesures concrètes proposées, cette résolution souhaite ouvrir la possibilité d'ajuster à la marge les planifications énergétiques locales, sur demande expresse des provinces concernées ou du MoIT. Elle permet également de réduire le nombre de procédures (*Investment Policy Approval*, appel d'offre pour l'assignation des terrains) et de mettre en place des mécanismes spécifiques à plusieurs types de projets (GNL, Eolien en mer). Selon l'intervention du MoIT en séance plénière, ces mécanismes ne doivent s'appliquer qu'à une liste de projets prioritaires, dévoilée dans la décision du n° 2634/QD-TTg publiée au début du mois de décembre, devant être mise en place durant les 5 prochaines années. Lors des débats, plusieurs députés ont soulevé que le projet actuel ne va pas assez loin dans la mise en place d'incitations pour le secteur privé, aussi bien pour les petits réacteurs nucléaires que pour l'éolien en mer.

Thaïlande

Reprise des affrontements à la frontière avec le Cambodge : hausse des coûts logistiques et incertitudes sur les conséquences vis-à-vis de l'accord commercial avec les Etats-Unis

Les affrontements armés à la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge ont repris le 7 décembre, causant 11 morts depuis. Du point de vue économique, la fermeture du point de passage Klong Luek-Poipet, où transite 4,7 Md USD de marchandises par an, aurait un impact de -0,74 pt de PIB en 2026 si elle venait à durer un an selon l'Université de la chambre de commerce thaïlandaise (UTCC). Par ailleurs, le Conseil des exportateurs thaïlandais (TNSC) indique que plusieurs exportateurs ont déjà remplacé les routes terrestres dans les zones concernées par du fret maritime ou des trajets terrestres plus longs, ce qui se traduit par « une hausse substantielle » des coûts logistiques. Le TNSC a ainsi appelé à la désescalade. De plus, la reprise du conflit armé pourrait avoir un coût économique plus élevé si elle conduisait à la remise en question des pré-accords

commerciaux avec les Etats-Unis, conclus en même temps que l'accord de paix entre la Thaïlande et le Cambodge à l'occasion de la visite de Donald Trump en ASEAN fin octobre. Ce dernier a déclaré qu'il appellerait les Premiers ministres thaïlandais et cambodgien le 11 décembre pour tenter de mettre fin aux hostilités. La ministre thaïlandaise du Commerce Suphajee a indiqué que les négociations commerciales avec les Etats-Unis, toujours en cours, devaient être indépendantes de la situation vis-à-vis du Cambodge.

L'OCDE publie son évaluation 2025 de l'économie thaïlandaise, la Thaïlande remet son memorandum initial d'autoévaluation

Le 8 décembre à Bangkok, la Thaïlande a remis au Secrétaire général adjoint de l'OCDE son memorandum initial d'autoévaluation de son alignement avec les standards de l'OCDE. Cette première étape concrète du processus d'accession ouvre la voie au dialogue technique approfondi entre la Thaïlande et les 25 comités de l'OCDE. Le même jour, l'OCDE a publié un rapport, qui dresse le diagnostic général d'un ralentissement de la croissance thaïlandaise sur fond de reprise lente du tourisme post-covid, de changements technologiques dans le secteur manufacturier et de perspectives à l'export moins importantes. Afin d'atteindre ses objectifs de devenir membre de l'OCDE d'ici 2030 et un pays à revenu élevé d'ici 2037, l'OCDE recommande à la Thaïlande de mener des réformes structurelles pour améliorer sa productivité, favoriser la compétitivité au sein de son économie notamment grâce à une réforme du système éducatif et de la formation des enseignants, mais aussi à travers la dynamisation du tissu des PME, attirer davantage d'investissements étrangers, réduire les contraintes administratives et lutter contre l'informalité et la corruption. Afin d'assurer sa résilience au changement climatique, la Thaïlande devrait également investir dans une meilleure gestion des risques d'inondation et de sécheresse. L'OCDE recommande ainsi à la Thaïlande d'augmenter ses recettes fiscales pour accroître les investissements publics et développer les filets sociaux sans compromettre la soutenabilité des finances publiques.

Philippines

Secteur manufacturier : l'indice des directeurs d'achat (PMI) a atteint son niveau le plus bas depuis la pandémie au mois de novembre

L'indice des directeurs d'achat (PMI) de S&P Global a atteint en novembre - à 47,4 - son point le plus bas depuis août 2021 (46,4), témoignant d'une contraction du secteur manufacturier. Cette baisse significative, après des scores de 49,9 et 50,1 en septembre et octobre, reflète d'une part une sous-performance en matière de nouvelles commandes reçues, dont le score a baissé pour le troisième mois consécutif et à son niveau le plus bas depuis la pandémie, et d'autre part une sous-performance en matière de

production avec les mêmes résultats baissiers. Ces résultats traduisent un affaiblissement de la demande des consommateurs ainsi que les effets négatifs des typhons, qui ont récemment touché le pays, sur les capacités productives du secteur manufacturier.

Le taux d'inflation redescend à 1,5% au mois de novembre

Après deux mois consécutifs à 1,7% en g.a, l'inflation est redescendue à 1,5% au mois de novembre. La baisse du mois de novembre est portée par la baisse de l'inflation de sa composante « aliments et boissons non alcoolisées » (0,1% contre 0,5% en octobre), reflétant elle-même les moindres hausses de prix sur les postes « légumes, tubercules, plantains et bananes » (4,0% contre 16,4% au mois précédent) et « viande » (4,2% contre 5,2% au mois précédent). Cependant d'autres postes importants des dépenses philippines ont, eux, vu leur taux d'inflation augmenter ce mois-ci : le taux d'inflation du transport est remonté à 1,7% (+0,8 ppt par rapport au mois précédent) et celui du poste « logement, eau, électricité, gaz et autres carburants » est monté à 2,9% (+0,2 ppt par rapport au mois précédent). Cette nouvelle baisse du taux global d'inflation, sous la cible de 2-4% de la Banque Centrale, a conduit cette dernière à abaisser de nouveau son taux d'intérêt de 25 pdb, à 4,5%, jeudi 11 décembre.

Le taux de chômage remonte à 5,0% au mois d'octobre

Ce mercredi 10 décembre, l'agence philippine statistique a publié son rapport sur l'emploi du mois d'octobre qui fait état d'un taux de chômage de 5,0% (+1,1 ppt en g.a et +1,2 ppt par rapport au mois précédent). Après le mois de juillet dernier (5,3%), c'est ainsi la seconde fois de l'année que ce pallier est franchi. Le nombre de chômeurs s'est établi à 2,54M (+570 000 en g.a et +560 000 en un mois) sous l'effet notamment des pertes d'emploi dans le secteur des services (-400 000 en g.a et -700 000 en un mois). En termes de composition de l'emploi, le secteur des services reste le principal pourvoyeur et représente 60,6% de l'emploi total en octobre 2025. Ce taux de chômage relativement faible masque toutefois un sous-emploi significatif qui s'est établi à 12,0% en octobre (-0,6 ppt en g.a. et +0,9 ppt en un mois), soit 5,8 millions de travailleurs souhaitant davantage d'heures de travail ou un second emploi.

Cambodge

Sécurité routière : l'urgence des investissements

Selon un rapport de l'Observatoire asiatique des transports (ATO), les accidents de la route coûtent au Royaume environ 1 Md USD par an, soit près de 2,5 % du PIB. Cette année, l'Organisation mondiale de la santé estime à plus de 2 000 le nombre de décès et à environ 3 000 le nombre de blessés graves. Les pertes économiques associées

représentent un tiers des dépenses annuelles de santé, qui s'élèvent à 7,5 % du PIB. Cette analyse intervient alors que l'ATO publie une mise à jour des profils de sécurité routière, qui met en évidence la faiblesse persistante des infrastructures. En 2024, aucune route du Cambodge n'avait obtenu une note iRAP de trois étoiles ou plus pour la sécurité des piétons, et seules 9 % atteignaient ce niveau pour les cyclistes, contre une moyenne Asie-Pacifique de 22 %. Pour réduire les accidents et leurs coûts, le Programme international d'évaluation des routes estime qu'un investissement annuel de 129 M USD (0,5 % du PIB) permettrait d'éviter environ 1 000 décès par an

Sécuriser les ventes, pas la montée en gamme

Selon le ministère du Commerce, les exportations de manioc ont atteint 544 M USD pour 5,9 Mt au cours des dix premiers mois de 2025, soit une baisse d'environ 11,3 % en valeur par rapport à la même période en 2024. Dans ce contexte, le Cambodge et le Vietnam ont signé le 11 décembre un protocole d'accord sur l'achat et la vente de manioc frais. Il prévoit que deux entreprises cambodgiennes puissent exporter près de 7 Mt vers 19 entreprises vietnamiennes au cours des cinq prochaines années. L'accord assure ainsi des débouchés et une stabilité des revenus pour les producteurs, mais il reste centré sur l'exportation de manioc brut, sans encourager la transformation locale ni la création de valeur ajoutée. Pour rappel, en 2024, le Cambodge avait exporté 12 Mt de produits agricoles pour 5,3 Md USD, dont 728 M USD de manioc, faisant de cette culture le troisième produit agricole d'exportation du pays, derrière le riz et la noix de cajou.

Le commerce résiste et progresse

Selon la douane cambodgienne, le commerce extérieur a atteint 58 Md USD sur les 11 premiers mois de 2025, soit une hausse de 16 % en glissement annuel. Les exportations s'établissent à 27,4 Md USD (+14 %) et les importations à 31 Md USD (+18,2 %), ce qui porte le déficit commercial à 3,3 Md USD. La Chine reste le premier partenaire du Cambodge avec plus de 17 Md USD d'échanges (29 % du total), mais avec un déficit cambodgien de 14,7 Md USD. Les États-Unis occupent la deuxième place avec de 11,5 Md USD (excédent cambodgien de 11 Md USD), tirés en grande partie par le textile. Viennent ensuite le Vietnam (plus de 7 Md USD), dont l'excédent vis-à-vis du Cambodge continue de progresser, la Thaïlande (3,4 Md USD), dont le commerce a chuté de 97 % après la fermeture des frontières en juillet, et enfin le Japon (2,3 Md USD). Cette dynamique illustre la progression des échanges cambodgiens malgré l'imposition des droits de douane américains en août mais aussi une diversification progressive des partenaires et une intensification du commerce régional, malgré les tensions frontalières.

Laos

Banque mondiale : reprise économique soutenue par les exportations et l'investissement étranger

Selon le rapport de la Banque mondiale publié *Consolidating Recent Reform Momentum for Stability and Growth*, le 9 décembre, le Laos amorce un redressement économique après quatre années de ralentissement, porté par la croissance des exportations, l'investissement étranger et le tourisme. Le PIB du pays est estimé à 4,2 % en 2025, soutenu par les secteurs de l'énergie, de l'extraction minière et de la production manufacturière, tandis que le commerce régional stimule les recettes d'exportation. Les flux d'investissements étrangers et l'excédent du compte courant permettent de reconstituer progressivement les réserves en devises, stabilisant le taux de change et réduisant l'inflation. La Banque mondiale souligne que ces progrès ont été rendus possibles grâce à des réformes dans les secteurs des affaires, des finances et des infrastructures, et recommande de poursuivre la libéralisation fiscale, de renforcer le cadre légal des partenariats public-privé et la supervision bancaire, et d'améliorer la gestion de la dette publique pour consolider la croissance. Le rapport met également en avant l'importance des infrastructures routières : les réseaux actuels souffrent d'une usure accélérée due aux intempéries et au trafic lourd, ce qui augmente les coûts logistiques et fiscaux. La mise en place d'un système unifié de gestion et de préservation des routes, associée à un contrôle des surcharges et à une meilleure planification des investissements, est considérée comme essentielle pour soutenir la compétitivité, l'accès aux marchés et la résilience climatique.

Lancement prévu en 2026 du premier chemin de fer reliant le pays au Vietnam

Le Laos prévoit de lancer en 2026 la construction de sa première liaison ferroviaire vers le Vietnam, un projet stratégique destiné à améliorer l'accès du pays aux routes maritimes et à dynamiser le commerce extérieur. Annoncé lors de la Lao-Vietnam Investment Promotion Conference 2025 à Vientiane le 3 décembre, le tracé reliera Vientiane au port de Vung Ang, couvrant 452 km sur le territoire laotien et 119 km au Vietnam, pour un investissement total estimé à 6,6 Md USD, réalisé dans le cadre d'un partenariat public-privé entre Petroleum Trading Lao Public Company (PTL) et Vietnam's Deo Ca Group JSC. Selon Chanthone Sitthixay, fondateur et directeur général de PTL, environ 90 % des travaux préparatoires – incluant levée de fonds, études de faisabilité, relevés de terrain, conception et évaluations environnementales – ont été achevés, et la phase de construction côté laotien débutera en 2026, celle côté vietnamien en 2027, avec une mise en service prévue pour 2030.

Birmanie

Poursuite de la crise économique et humanitaire malgré les premiers signes d'un rebond modeste et fragile

Les conséquences du séisme de mars, la persistance des conflits, pénuries et coupures d'électricité ont aggravé la situation humanitaire selon le rapport de décembre de la Banque mondiale.

Le nombre de personnes déplacées atteint 3,6 M personnes en novembre 2025, 12,4 M personnes étant touchées par l'insécurité alimentaire, et 22 M ayant désormais besoin d'une aide humanitaire. La Banque mondiale a néanmoins revu ses prévisions de croissance pour la Birmanie, à -2,0 % pour l'année fiscale 2025, contre -2,5 % dans sa prévision de juin, après une contraction à -1,0 % pour l'année fiscale 2024. En cause, des premiers signes de rebond : les entreprises opéraient à 71 % de leur capacité en octobre (+5 pt comparé à avril) et l'indice PMI était positif d'août à novembre. L'inflation demeure à un niveau élevé mais a ralenti en octobre 2025 à +19,8 % contre +29,7 % en octobre 2024, sur fond de repli de l'inflation alimentaire dû à une appréciation du Kyat et à une mise en œuvre accrue des restrictions des prix. Hors alimentaire, les prix continuent d'augmenter, tirés à la hausse par les restrictions aux importations, les perturbations logistiques liées aux conflits et le relèvement des prix des tarifs de l'électricité.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Donatien LACRESSE, Gauthier PERDEREAU-BILSKI, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : donatien.lacresse@dgtresor.gouv.fr ; gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org ;

emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr